

Les servitudes de marchepied et de halage en bord de Seine et Oise

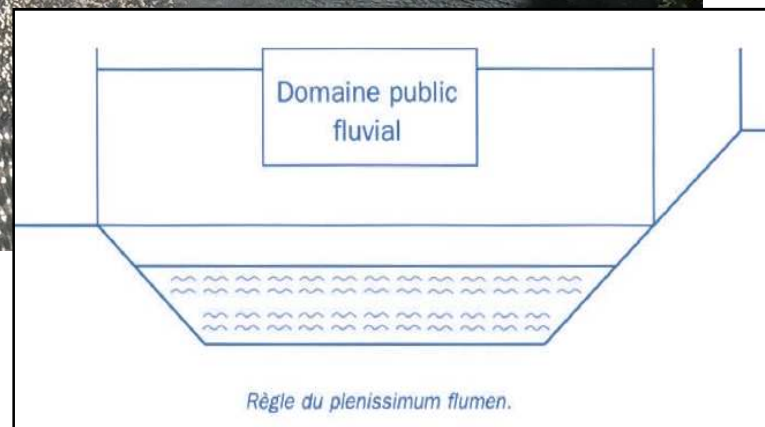
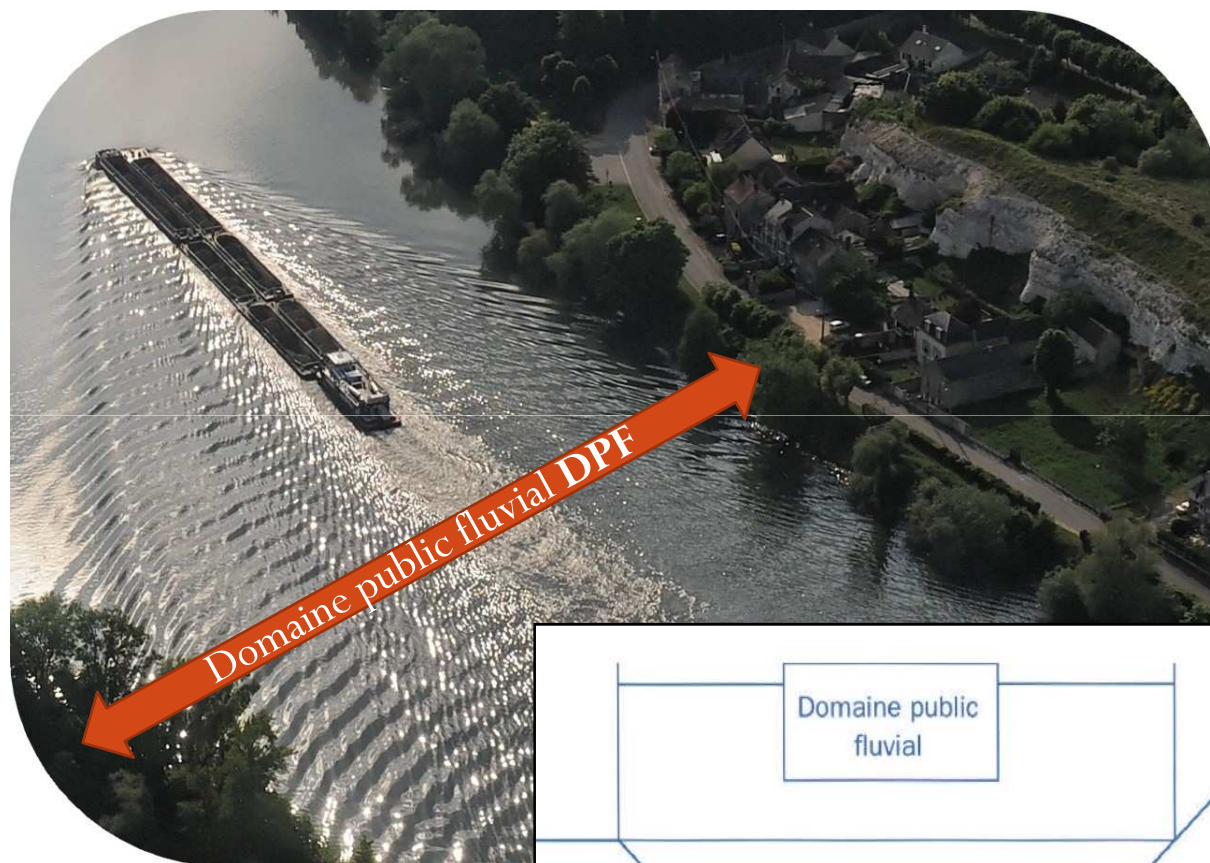
Comité du 26 avril 2011



Point de départ des servitudes : le domaine public fluvial ou DPF

« Les limites des cours domaniaux sont déterminées par la hauteur des eaux coulant à plein bords avant de déborder », art. L. 2111-9 CGPPP

C'est la règle du *plenissimum flumen*

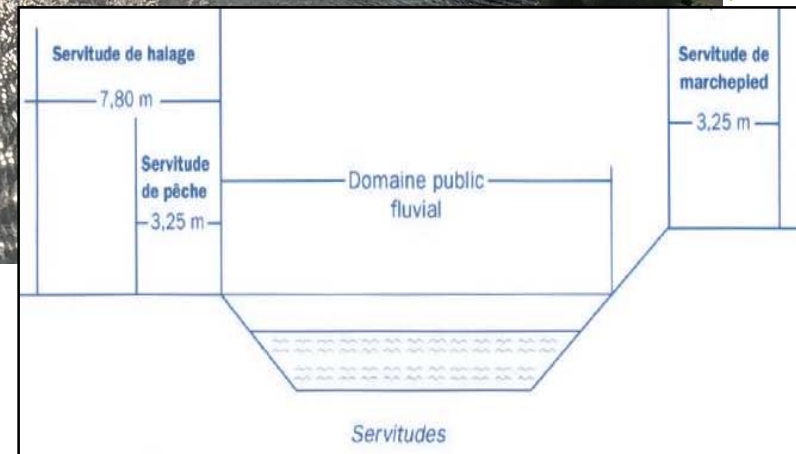
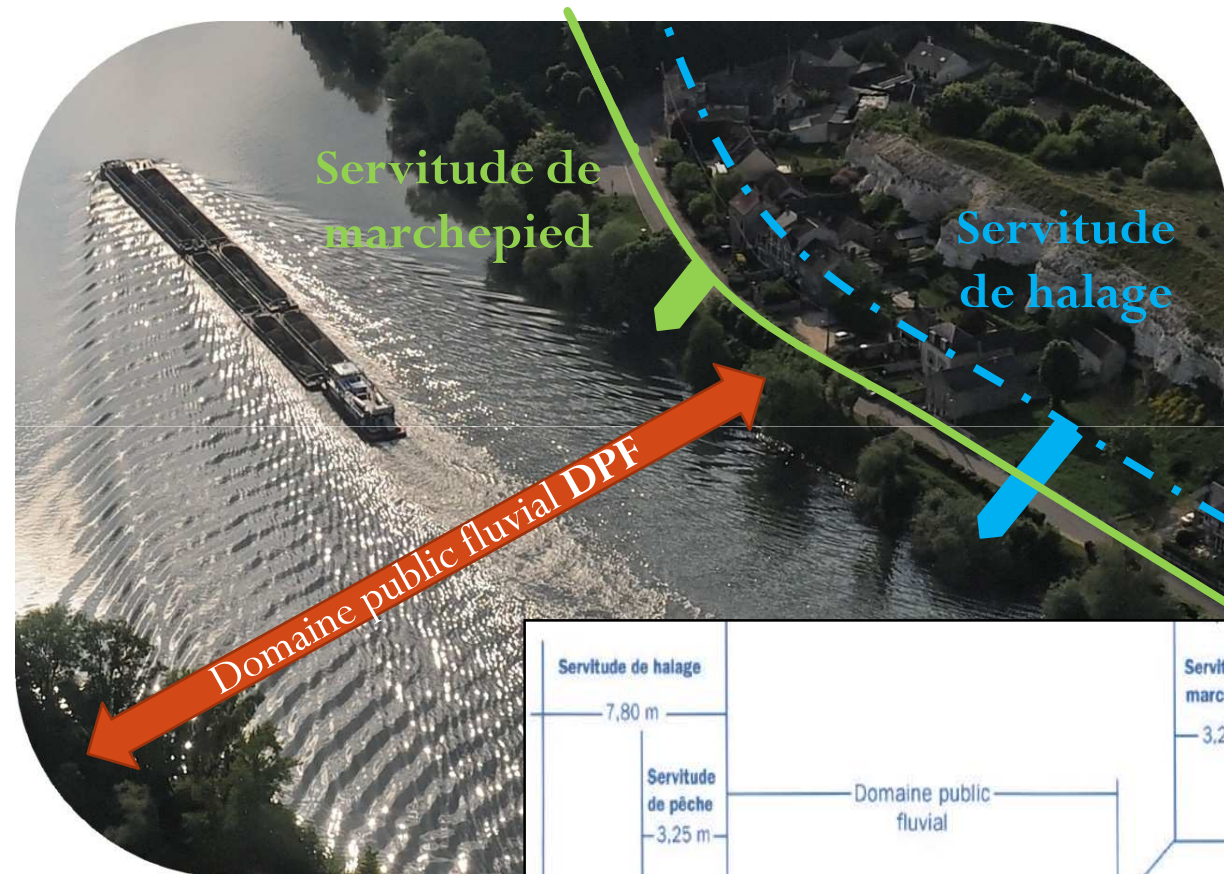


Les servitudes de marchepied et de halage

La servitude de **marchepied** est de **3,25 m** à compter de la limite du DPF

La servitude de **halage** est de **7,80 m** à compter de la limite du DPF

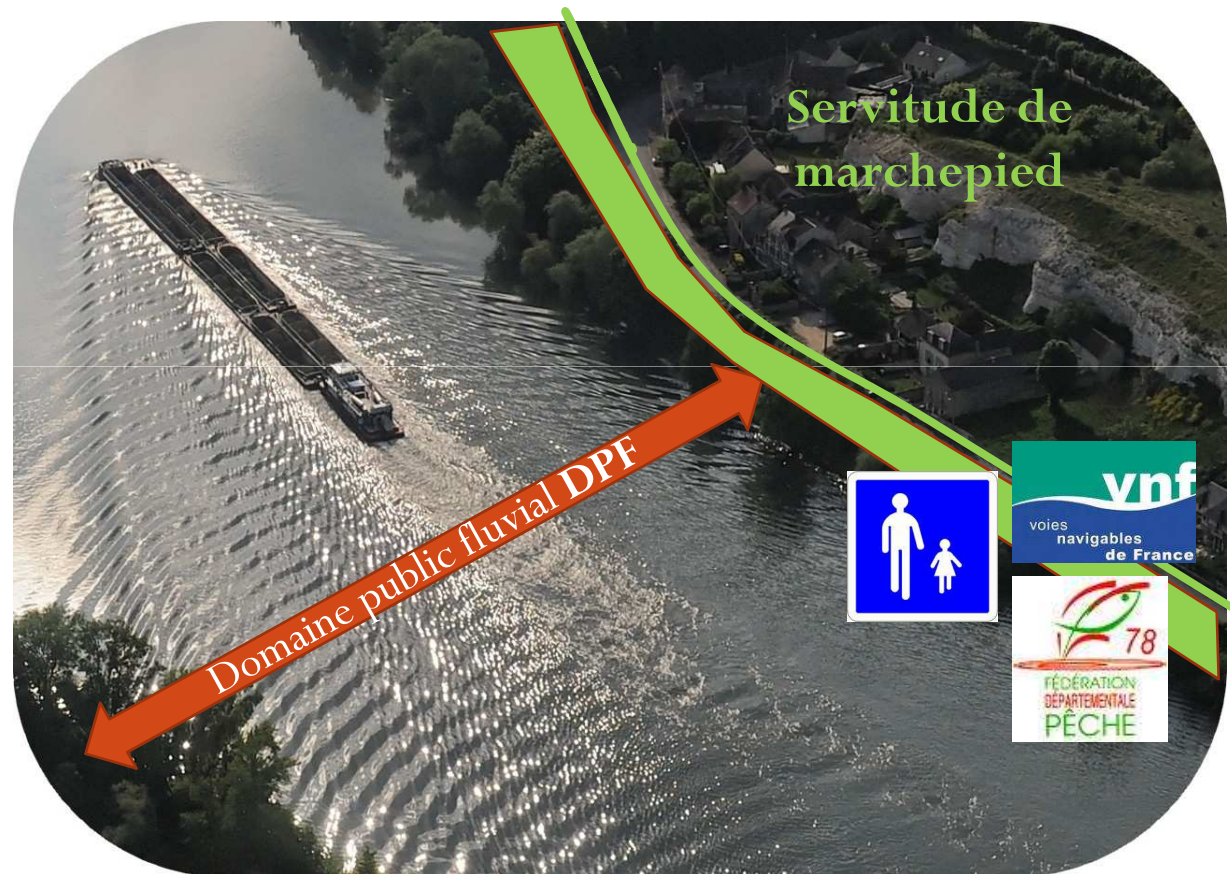
Elles sont toutefois différentes de nature



La servitude de marche pied art. L. 2131-2 CGPPP

C'est une obligation
de ne pas faire sur
chaque rive ; **ne pas
planter d'arbres,
ni se clore**

Les bénéficiaires
sont VNF, les
pêcheurs et les
piétons



La servitude de halage art. L. 2131-2 CGPPP

Elle est
conditionnée à
l'intérêt de la
navigation et le
chemin de halage
ou d'exploitation
doit exister

Plantation d'arbres
ou clôture possible
au-delà de 9,75 m



La réglementation précise l'utilisation de cette servitude et par voie de conséquence en détermine le principal bénéficiaire ; VNF. Les piétons et pêcheurs ne le sont qu'à titre subsidiaire.

De l'intangible à la conditionnelle : les servitudes au bord de l'eau

La **servitude de halage** est **conditionnée** à un intérêt pour la navigation et à sa préexistence matérielle

La **servitude de marchepied** est **intangible**

Dans le cadre des **objectifs du SMSO** que sont le **développement des circulations douces** et la **réouverture des berges au public**, ils doivent être envisagés prioritairement sur la **servitude de marchepied**



Mise en œuvre : des servitudes d'urbanisme

Les servitudes de marchepied et de halage sont des **servitudes d'urbanisme** qui sont d'utilité publique

Aussi pour être effectives, c'est-à-dire opposables aux tiers, ces servitudes doivent être portées en **annexe du PLU** (art. L. 126-1 C. urbanisme)

En cas d'omission au POS / PLU, il est préférable de procéder à une mise à jour qui peut être opéré à l'initiative de la Ville



Respect des servitudes et constatation d'emprises irrégulières art. L. 2132-16 CGPPP

En cas de constatation d'une emprise irrégulière, il peut être procédé à un **rappel à la règle** auprès de la personne en cause

À défaut de cessation de l'emprise irrégulière, la voie contentieuse peut être empruntée, par saisine de VNF en tant que gestionnaire du DPF, pour conduire *in fine* à l'établissement d'un **procès-verbal de grande voirie** après saisine du Tribunal Administratif

Conditions :

- emprise irrégulière (plantations, clôtures, passage bloqué)
- intérêt pour agir (VNF, piétons, pêcheurs, collectivités)

